

du Commerce (M. Pepin) semble assez chatouilleux.

● (11.20 p.m.)

Nous devons aussi songer aux problèmes monétaires dans le monde, problèmes essentiellement de liquidité. Certaines mesures d'urgence ont été prises ces dernières années, y compris des mesures spéciales comme les droits de tirage spéciaux, approuvés par le Canada il y a moins de deux ans. Il est vrai qu'au sein de l'économie canadienne, nous avons connu une période de très grande activité économique. Or, ces dernières années, et surtout depuis deux ans, la demande a été en baisse dans notre économie. Témoin le taux croissant du chômage qui dépasse maintenant les 6 p. 100. Je crois qu'il est actuellement de 6.6 p. 100. Et malgré cette forte proportion de chômeurs, le rythme de la montée des prix a maintenu sa cadence au cours des dernières années.

Le gouvernement a dû se rabattre sur ses politiques monétaires et fiscales et prendre des mesures dans une conjoncture très fixe et très rigide, pour faire face aux problèmes d'alors, et il a dû, pour ce faire, supprimer un certain nombre de ses programmes essentiels. Les taux d'intérêt ont dû être augmentés et l'on a dû endiguer une bonne partie de l'expansion économique. Ces resserrements de la politique monétaire et fiscale sont, en vérité, attribuables au taux de change fixe que le gouvernement tolère depuis plusieurs années.

Le gouvernement a tenté d'inutiles efforts en vue de résoudre nos problèmes économiques, y compris la création de la Commission des prix et des revenus, mais plus tôt cette commission sera supprimée, mieux cela vaudra pour l'économie canadienne. A mon sens, le comportement du ministre des Finances tout au long de cet épisode faisait penser à un iceberg, bien que nous ayons pu voir plus que le sommet de l'iceberg. Depuis plusieurs mois, il s'en tient aux conseils de la Banque du Canada l'invitant à se montrer rigide et intraitable. Lui-même et le gouvernement se sont montrés disposés à accepter un taux de chômage plus élevé. Ils se sont montrés disposés à accepter des taux d'intérêt plus élevés, avec tout ce que cela comporte pour les Canadiens.

C'est alors que nous avons envie de savoir ce que le ministre des Finances pense vraiment du taux de change flottant. Y croit-il réellement? C'est très sérieusement que je pose cette question en songeant à certaines des réponses qu'il a données dans le passé au sujet de la politique gouvernementale. Encore

[M. Burton.]

mercredi dernier—et cela a déjà été relevé au cours de ce débat—il a dit «Non, monsieur l'Orateur», alors qu'on lui demandait si le gouvernement envisageait un changement quelconque de sa politique en ce qui concerne le taux de change fixe. J'ai devant moi le *hansard* du 29 avril, alors que mon collègue, le député de Waterloo (M. Saltsman), a posé la même question, et la réponse a été simplement «Non, monsieur l'Orateur». Il avait demandé au ministre si le Canada envisageait la possibilité de revenir à un taux de change flottant.

Le 4 novembre dernier, le ministre s'est présenté devant le comité des finances de la Chambre. Je l'ai alors questionné au sujet du taux de change flottant, lui demandant si le gouvernement se proposait d'adopter cette mesure. Bien entendu, il a répondu que le gouvernement n'en avait pas l'intention. J'ai insisté pour savoir si le gouvernement étudiait cette proposition et j'aimerais citer une partie de sa réponse, telle qu'elle paraît à la page 52 du compte rendu du comité des finances, du commerce et des questions économiques du 4 novembre:

Monsieur le président, je voudrais tout simplement vous dire que nous sommes tout à fait en faveur d'une étude des réalisations faites depuis l'établissement d'un taux fixe de change en Occident et nous aimerions bien qu'une telle étude soit faite. Je crois néanmoins que notre système de taux fixe avec ses fluctuations limitées a donné d'excellents résultats. Ce ne sont pas les taux de change qui ont présenté des problèmes, mais la détermination des gouvernements à prendre les mesures voulues pour appuyer leur taux de change, ou le réévaluer ou le dévaluer à un moment donné. Ces problèmes sont d'ordre politique, et ne découlent pas du système lui-même.

Plus tard, j'ai demandé au ministre si les études entreprises avaient permis de conclure que la politique du taux de change fixe donnait de bons résultats et le ministre a dit:

La politique actuelle a donné d'assez bons résultats. Vous verrez que nos réserves de devises étrangères se portent assez bien.

Bien entendu, elles se sont bien portées dans les dernières semaines, où elles ont atteint des niveaux sans précédent. C'est la raison évidente qui a forcé le gouvernement à agir. Je pense donc que nous devons douter sérieusement de la crédibilité du ministre des Finances dans la conduite des affaires financières des Canadiens, étant donné qu'il est le principal architecte de nos politiques économiques. Je crois que l'économie canadienne a été gérée de façon inepte au cours de ces dernières années en particulier. Cela a été démontré par le ralentissement de l'économie et par l'échec des politiques gouvernementales.